

# Chronologie 1987 (\*)

## Environnement extérieur de la France

### Politique

#### Evénements internationaux

- VII. 20 — Le Conseil de sécurité de l'ONU exige à l'unanimité un cessez-le-feu immédiat dans la guerre entre l'Iran et l'Irak. L'Irak accepte cette résolution, l'Iran ne la rejette pas officiellement.
- 22 — Le *Bridgeton* et la *Gas-Prince*, deux des onze pétroliers koweïtiens placés sous pavillon américain pénètrent dans le golfe Persique. Le 24 le *Bridgeton* est endommagé par une mine, posée par l'Iran. Les Etats-Unis n'envisagent pas de représailles.
- VIII. 6-7 — Réunion à Guatemala des cinq chefs d'Etat du Costa-Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, qui adoptent un plan de paix pour l'Amérique centrale. Ronald Reagan s'engage à aider les dirigeants de la *Contra* nicaraguayenne jusqu'à la conclusion d'un cessez-le-feu.
- IX. 4-7 — L'Iran interdit à tous navires étrangers ses eaux territoriales dans le golfe Persique et la mer d'Oman.
- 8 — Des pétroliers koweïtiens battant pavillon américain naviguent dans le golfe Persique sous la protection de bâtiments de guerre et d'hélicoptères détecteurs de mines américains.
- 18 — Après la rencontre entre George Shultz et Edouard Chevardnadze un communiqué américano-soviétique fait état d'« un accord de principe pour conclure un traité » sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires et annonce l'éventualité d'un sommet Reagan-Gorbatchev à l'automne 1987.
- 29 — L'aviation irakienne reprend ses attaques contre des pétroliers qui transportent du brut iranien et contre des terminaux iraniens. L'Iran envoie en riposte des vedettes rapides tirer à la mitrailleuse ou au lance-roquettes contre des navires marchands dans le golfe Persique.

(\*) On trouve une chronologie pour les années 1972 à 1981 dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14 et 18.

- IX. 21 — Dans un discours devant les Nations-Unies Ronald Reagan demande à l'Iran d'accepter la résolution 598, envisageant des sanctions en cas de refus. La tension s'aggrave alors dans la guerre Iran-Irak, un pétrolier britannique est pris pour cible par des vedettes iraniennes, puis un navire iranien posant des mines au large de Bahrein est attaqué par deux hélicoptères américains.
- XII. 8 — Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, réunis à Washington, signent le premier traité sur le démantèlement des missiles intermédiaires : les armes à courte portée devront être démantelées en dix-huit mois, les fusées à portée intermédiaire dans un délai de trois ans.
- 24 — Vive tension dans le golfe Persique où cinq attaques iraniennes et irakiennes contre des pétroliers ont lieu ; un hélicoptère de la marine américaine est pris pour cible par des vedettes iraniennes.

### **CEE**

- VII. 20 — Rabat fait acte officiel de candidature à la Communauté européenne.

### **Allemagne (République fédérale d')**

- I. 25 — Aux élections législatives la coalition dirigée par le chancelier Helmut Kohl conserve le pouvoir en dépit du net recul des chrétiens démocrates-sociaux : la CDS-CSU a 244 sièges au lieu de 223. Le Parti social-démocrate obtient 186 (– 7).
- VI. 1 — Le gouvernement accepte le principe de la double option zéro, qui prévoit l'élimination de toutes les armes nucléaires à moyenne portée américaines et soviétiques en Europe, ce qui ouvre la voie à une position commune des membres de l'Alliance Atlantique face aux propositions soviétiques sur les euromissiles.
- 19 — Helmut Kohl, pour renforcer la coopération franco-allemande en matière de sécurité, suggère la création d'une unité franco-allemande, proposition à laquelle François Mitterrand apporte son soutien au cours d'un discours prononcé le 20 à Cahors.

### **Argentine**

- IV. 16 — Rébellion militaire pour protester contre les poursuites judiciaires d'officiers subalternes accusés d'avoir violé des droits de l'homme sous la dictature. Le 19 le président Raul Alfonsi obtient la reddition des militaires rebellés en mobilisant la population pour la défense de la démocratie.
- IX. 6 — Elections législatives, où le parti de Raul Alfonsin perd la majorité absolue obtenant 117 sièges sur 254. Le Parti péroniste est le vainqueur de ces élections avec 108 sièges.

### **Belgique**

- XII. 14 — Wilfried Martens qui dirigeait le gouvernement depuis 1981, présente sa démission au roi Baudouin qui l'accepte, après que son parti, les Sociaux-chrétiens flamands (CVP), ait obtenu lors des élections législatives du 13, son minimum historique : 43 sièges (– 6), sur les 212 sièges du parlement.

### **Chine**

- I. 16 — Des récentes manifestations d'étudiants contre « le libéralisme bourgeois » provoquent des sanctions contre plusieurs intellectuels et universitaires.
- XI. 2 — Treizième congrès du PC où les organes dirigeants du parti sont renouvelés au profit de plus jeunes, favorables aux réformes de Deng Xiaoping. Le 24, Li Peng devient Premier ministre.

### **Corée du Sud**

- X. 27 — La nouvelle Constitution est approuvée par 93 % des électeurs. Elle prévoit une démocratisation du régime, ainsi que l'élection du chef de l'Etat au suffrage direct.

### **Espagne**

- VI. 10 — Lors des élections européennes, régionales et municipales le Parti socialiste (PSOE), au pouvoir, et l'Alliance populaire (droite) reculent au profit des centristes du CDS et de la Gauche unie.

### **Etats-Unis**

- II. 26 — La Commission Tower, chargée d'enquêter sur le scandale des ventes d'armes à l'Iran, rend public son rapport. Ronald Reagan, bien que mis en cause, n'est pas accusé directement. Donald Regan est remplacé le 27 par Howard Baker comme secrétaire général de la présidence.
- IX. 26-29 — George Bush, vice-président des Etats-Unis, se rend en Pologne, où il réaffirme le soutien américain à Solidarité.
- X. 19 — Attaque américaine de deux plates-formes iraniennes dans le golfe en riposte au tir d'un missile iranien contre un pétrolier koweïtien passé sous pavillon américain dans les eaux du Koweït. Le 26 Washington annonce un embargo sur les importations de pétrole d'Iran.

### **Italie**

- III. 3 — Démission de Bettino Craxi, Premier ministre depuis le 4 août 1983.

- VI. 14-15 — Elections législatives, où le Parti socialiste, conduit par Bettino Craxi, obtient 14,3 % des voix : les socialistes disposeront de 94 sièges à la Chambre des députés, soit 21 de plus que précédemment. Mais la Démocratie chrétienne demeure le parti le plus important avec 234 (+ 9) des 630 sièges. Le Parti communiste n'obtient que 177 sièges (– 21).
- VII. 29 — Giovanni Gorla (démocrate-chrétien) forme un nouveau gouvernement.

### **Japon**

- X. 19 — Noboru Takeshita est nommé Premier ministre, en remplacement de Yasuhiro Nakasone, à dater du 6 novembre.

### **Philippines**

- II. 2 — Corazon Aquino, après avoir obtenu 76 % de oui au référendum constitutionnel, a son mandat présidentiel confirmé jusqu'en 1992.
- V. 11 — Elections législatives, où les partisans de Corazon Aquino obtiennent 22 des 24 sièges du Sénat et plus des deux tiers des 200 membres de la Chambre des représentants élus au suffrage direct.
- VIII. 28 — Nouvelle tentative de putsch militaire que Cory Aquino parvient à maîtriser grâce aux forces armées qui lui sont restées fidèles.
- IX. 17 — Sous la pression de l'armée Cory Aquino est contrainte de se séparer de ses principaux collaborateurs et forme un nouveau gouvernement.

### **Pologne**

- XI. 29 — Avec 67 % seulement des votants, 42 % des électeurs inscrits ont voté oui à la première question d'ordre économique, 46 % à la seconde, d'ordre politique et respectivement 25 et 25 % ont voté non, alors que Solidarité avait donné un appel à l'abstention.

### **Portugal**

- VII. 19 — Elections législatives, où le Parti social-démocrate du Premier ministre Anibal Cavaco Silva obtient la majorité absolue avec 148 (+ 60) des 250 sièges du parlement, contre 60 (+ 3) obtenus par le Parti socialiste, 31 (– 7) par la coalition démocratique unitaire, 7 (– 38) par le Parti rénovateur démocratique et 4 (– 18) par les chrétiens démocrates du Centre démocratique et social.

**Royaume-Uni**

- III. 28 — Margareth Thatcher se rend en visite officielle en URSS. Au cours de ses entretiens avec Mikhaïl Gorbatchev, elle maintient son refus d'une « dénucléarisation de l'Europe ».
- VI. 1 — Elections législatives, où le Parti conservateur, au pouvoir depuis 1979, obtient 376 (– 16) des 650 sièges de la Chambre des communes. Le Parti travailliste progresse de 207 à 229 sièges. L'Alliance centriste recule de 27 à 22 sièges. Margareth Thatcher commence son troisième mandat consécutif de Premier ministre.

**Tunisie**

- X. 2 — Le général Zine El Abidine Ben Ali, ministre de l'Intérieur, est nommé Premier ministre.
- XI. 7 — Des médecins ayant attesté que Habib Bourguiba est dans l'incapacité d'assurer ses fonctions présidentielles, Zine El Abidine Ben Ali le déclare déchu et lui succède comme président de la République tunisienne.

**URSS**

- I. 27 — Mikhaïl Gorbatchev annonce devant le plénum du Comité central du PC qu'une conférence fédérale du parti sera convoquée en 1988. Il se déclare partisan d'une « démocratisation approfondie et sérieuse de la société soviétique ».
- II. 10 — Cent quarante dissidents sont libérés.
- IV. 13-15 — Mikhaïl Gorbatchev propose à Georges Shultz venu à Moscou, la liquidation complète des missiles à courte portée en Europe. Les alliés de l'OTAN, consultés par Georges Schultz, expriment leur embarras, inquiets du déséquilibre que pourrait provoquer cette liquidation.
- 28 — A la suite de l'atterrissage d'un avion de tourisme ouest-allemand sur la place Rouge à Moscou, une réunion du bureau politique du PC provoque la démission du général Koldounov, commandant en chef des forces de défense aérienne, accusé « d'incurie ».
- VI. 25-26 — Réunion du plénum du Comité central soviétique consacrée à « la restructuration radicale de la conduite de l'économie ». Le 30 le Soviet suprême adopte à l'unanimité une loi qui prévoit d'accorder une autonomie financière aux entreprises et de limiter les pouvoirs de contrôle du Plan.
- VII. 22 — Mikhaïl Gorbatchev se déclare favorable à l'option « double zéro globale », qui prévoit l'élimination de tous les missiles de portée intermédiaire en Europe et en Asie. Washington se rallie à cette option le 28.
- IX. 29 — Mikhaïl Gorbatchev, qui n'avait pas été vu en public depuis le 7 août, réapparaît à Moscou, lors d'une réception de personnalités françaises.

## Economie

### Evénements internationaux

- II. 22 — Réunion à Paris, au Louvre, des ministres des Finances des sept pays occidentaux les plus industrialisés. Il est décidé « de coopérer étroitement pour promouvoir la stabilité des taux de change autour des niveaux actuels ».
- 20-22 — Réunion du Club de Paris, où l'Argentine obtient le rééchelonnement de 2 milliards de sa dette sur une période de dix ans, l'Egypte de 7,5 milliards.
- VI. 8-10 — Treizième sommet des pays industrialisés à Venise, qui réunit les sept principales démocraties industrielles (Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie et Canada). Les Sept préconisent plusieurs mesures pour augmenter l'aide aux pays les plus pauvres, décident de renforcer la coordination de leurs politiques économiques. « Le nouveau processus de coordination, qui comporte l'utilisation d'indicateurs économiques, confortera les efforts faits par nos pays pour poursuivre des politiques plus cohérentes et mutuellement compatibles ». Ils confirment les accords du Louvre du 22 février dernier sur la stabilisation du dollar et l'engagement pris par les pays de l'OCDE de réduire progressivement toutes les formes de soutien à l'agriculture.
- 19 — L'OCDE publie ses perspectives économiques pour les dix-huit mois à venir : croissance lente, taux de chômage élevé, déséquilibres extérieurs considérables et conclut à l'urgence de mesures de relance dans les deux principaux pays excédentaires, le Japon et la RFA.
- 25-26 — Réunion des treize pays de l'OPEP à Vienne, qui décident de limiter la production de pétrole à 16,6 millions de barils par jour d'ici à la fin de l'année, afin de stabiliser les cours autour de 18 dollars par baril.
- IX. 26 — Réunion à Washington des ministres des Finances des sept pays les plus industrialisés qui réaffirment leur engagement de stabiliser le dollar « autour de son niveau actuel ». James Baker, secrétaire américain au Trésor, propose, le 20, devant le FMI de se servir d'un indicateur de tensions inflationnistes qui inclurait l'or parmi d'autres matières premières.
- X. 14 — L'annonce d'un déficit du commerce extérieur américain de 15,68 milliards de dollars en août provoque une baisse des marchés financiers : à New-York l'indice Dow Jones baisse de 8 % et à Paris l'indice CAC de 11 %. Dans les jours qui suivent, les Bourses continuent de baisser.
- 19 — Le Dow Jones s'effondre de 23 %. A Tokyo l'indice Nikkeï chute le 20, de 18 %. A Londres l'indice FT perd 10 % le 19

- et 11 % le 20. A Paris l'indice CAC se replie le 19 de 9 %. Le dollar fléchit de 6,01 F à 5,93 F.
- 26 — Nouvelle baisse des marchés boursiers : à Tokyo et à Paris de 5 %, à Francfort et à Londres de 6 %, à New-York de 8 %.
- 27-28 — Réunion à Acapulco (Mexique) des chefs d'Etat de l'Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Panama, Pérou, Uruguay, Venezuela, qui dénoncent le poids excessif de la dette extérieure et envisagent un « projet commun de développement » pour tous les pays d'Amérique latine.
- 30 — Nouvelles chutes des marchés financiers, après l'annonce de l'accord, jugé insuffisant, entre le président et le Congrès du montant de la réduction du déficit budgétaire américain.
- XII. 9-14 — La réunion à Vienne des treize pays membres de l'OPEP où l'Iran refuse l'accord envisagé par l'OPEP de maintenir le prix officiel du baril de pétrole à 18 dollars, provoque une chute des cours du pétrole brut qui perdent en une semaine 2,5 dollars par baril.
- 11 — Nouvel ébranlement des marchés financiers à la suite de l'annonce, le 10, du mauvais chiffre du déficit de la balance commerciale américaine (- 17,6 milliards de dollars pour le mois d'octobre). Baisse du Dow Jones à 1 855,44 points (- 47,08) et chute du dollar à 5,545 F et 1,6320 DM.
- 23 — Peu après l'annonce d'un accord au Congrès sur une réduction du déficit budgétaire américain, le groupe des sept puissances les plus industrialisées, publie une déclaration commune où il déclare nécessaire de corriger les déséquilibres économiques. « Le dollar ne doit plus baisser et sa hausse éventuelle doit désormais être limitée pour que les perspectives de croissance mondiale ne soient pas compromises ».
- 28 — Après la déclaration économique du groupe des Sept qui condamne « les fluctuations excessives des monnaies » et malgré les interventions des banques centrales, le dollar continue de glisser. Il ne vaut plus que 5,43 F et 123 yen, son plus bas niveau depuis l'après-guerre.
- 16 — Dans une déclaration commune, trente-trois économistes internationaux, dont deux prix Nobel, appartenant à treize pays, réclament des mesures urgentes pour éviter « un troisième krach aux effets dévastateurs » et proposent des changements radicaux dans les politiques économiques de nombreuses nations.

### CEE

- I. 12 — Réajustement monétaire au sein du SME en raison de la baisse du dollar : réévaluation de 3 % du deutschemark et du florin néerlandais, de 2 % du franc belgo-luxembourgeois.

- VI. 1 — Réunion des ministres de l'Industrie de la CEE, entérinant le plan de la Commission concernant la sidérurgie européenne qui devra supprimer 30 millions de tonnes de capacité et 80 000 emplois afin de demeurer compétitive.
- 29-30 — Réunion du Conseil européen à Bruxelles, où sont fixés les prix agricoles pour la campagne 1987-1988 et les grandes lignes du financement futur de la Communauté, malgré le refus de la Grande-Bretagne de s'associer aux conclusions sur ce financement.
- IX. 12 — Réunion à Nyborg (Danemark) des ministres des Finances des Douze, qui décident des mesures techniques pour améliorer le fonctionnement du SME : ouverture par les pays à monnaie forte de lignes de crédits limités à très court terme à leurs partenaires ; concertation en matière de politique des taux d'intérêt et renforcement du mécanisme du FTCT (mécanisme du financement à très court terme, qui prévoit l'ouverture mutuelle par les banques centrales de crédits illimités).
- XII. 1 — Lors de l'émission des titres d'Eurotunnel, entreprise privée construisant le tunnel sous la Manche, les particuliers français ont davantage souscrits que les britanniques.
- 3 — Baisse concertée des taux d'intérêt : en RFA (de 3 à 2,5 %) en France (de 8 à 7,75 %) ce qui ne provoque pas de changements significatifs sur les marchés des changes.
- 4-7 — Echec du Conseil européen à Copenhague où les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze ne parviennent pas à s'entendre sur l'effort à consentir pour maîtriser les dépenses agricoles. Un Conseil européen extraordinaire se tiendra les 11 et 12 février à Bruxelles.

### **Allemagne fédérale (République d')**

- I. 1 — Pendant l'année 1986 :
- la baisse des prix de détail a été en glissement de 1,1 % et en moyenne de 0,3 % par rapport à 1985 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 1,5 % et en moyenne de 2,1 % par rapport à 1985 ;
  - l'excédent commercial a été de 114 milliards de DM et celui de la balance des paiements courants de 81,70 milliards de DM ;
- A la fin de 1986 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,178 millions, soit 8,8 % de la population active.
- 23 — Baisse de 0,5 % du taux d'escompte de 3 1/5 à 3 %.
- III. 10 — Le groupe automobile Volkswagen annonce une perte de 480 millions de deutschemarks due à des opérations de change spéculatives ou frauduleuses.



- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- 7 — Hausse à 3,75 au lieu de 3,65 du taux des prises en pension pour la politique d'« open-market » ; il sera porté à 3,85 le 14.
- 20 — La Bundesbank réduit ses taux de prises en pension, les ramenant à 3,80.
- XII. 1 — Le gouvernement met au point un plan de relance : 21 milliards de DM de crédits à long terme sur lesquels 15 milliards sont destinés aux communes et 6 milliards aux PME.
- XII. 3 — Baisse du taux d'escompte de 3 à 2,5 %.
- 30 — Les cours des actions à la Bourse de Francfort sont inférieurs de 39 % au maximum de l'année et de 39 % à leur niveau de la fin de décembre 1986.

### **Brésil**

- II. 20 — Le président Sarney annonce la suspension du paiement des intérêts de la dette extérieure de 108 milliards de dollars.
- XI. 2 — Le Brésil accepte la levée du moratoire sur le paiement des intérêts de sa dette, décidé le 20 février, et s'engage à discuter avec le FMI.

### **Egypte**

- V. 22 — Le Caire obtient de ses créanciers le rééchelonnement de 7,5 des 38,6 milliards de dollars de sa dette extérieure.

### **Etats-Unis**

- I. 1 — Pendant l'année 1986 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1 % et en moyenne de 1,8 % par rapport à 1985 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 0,9 % et en moyenne de 1,1 % par rapport à 1985 ;
  - le déficit commercial a été de 149,9 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 141,355 milliards de dollars.
- A la fin de 1986 le nombre des chômeurs était de 7,949 millions, soit 6,7 % de la population active.
- 5 — Ronald Reagan présente le projet de budget pour l'année budgétaire 1988, commençant le 1<sup>er</sup> octobre 1987, d'un mon-

- tant de 1 024 milliards de dollars. Il prévoit de ramener le déficit à 107,8 milliards de dollars, ce qui est jugé « totalement irréaliste » par les démocrates.
- 8 — L'indice Dow Jones de la Bourse de New-York s'élève pour la première fois au-dessus de 2 000.
- III. 27 — Ronald Reagan annonce que des droits de douane supplémentaires vont être imposés par les Etats-Unis sur les importations japonaises de matériel électronique, en représailles contre les violations de l'accord conclu le 31 juillet 1986 sur les semi-conducteurs.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- 12 — Faillite de Texaco, troisième compagnie pétrolière américaine, à la suite d'un jugement judiciaire qui la condamne à verser 10,5 milliards de dollars à une société pétrolière concurrente.
- 17 — Ronald Reagan annonce l'entrée en vigueur de sanctions commerciales contre le Japon, qui concernent 0,3 % des exportations japonaises vers les Etats-Unis. Cette mesure provoque une chute du dollar. Le Premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, se rend aux Etats-Unis, sans résultat immédiat.
- V. 15 — Les banques américaines relèvent d'un quart de point leur taux de base : de 7,50 % à 8,25 %.
- VI. 2 — Ronald Reagan annonce le départ de Paul Volcker, de la présidence à la Réserve fédérale. Alan Greenspan, conseiller économique du président Gerald Ford de 1974 à 1976, le remplacera en août de cette année. L'annonce de ce changement perturbe le marché des changes.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 1,3 %.
- 31 — A la Bourse de New-York l'indice Dow Jones des valeurs industrielles atteint son niveau le plus élevé à 2 572,06 (45 % de hausse en un an).
- IX. 1 — Après huit mois de stabilité, hausse de 0,3 % du taux d'escompte, de 5,5 à 5,8 %.
- X. 1 — Hausse de 0,2 % du taux d'escompte, de 5,8 à 6 %.
- Au cours du troisième trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- 3 — Washington conclut un accord avec Ottawa qui prévoit la libéralisation totale des échanges commerciaux en dix ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1989.
- 21 — L'économiste Robert Solow obtient le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur la croissance.
- XI. 12 — Baisse du déficit commercial américain qui est de 14,08 milliards de dollars pour le mois de septembre.

- 20 — Accord de principe entre le président et le Congrès sur le montant de la réduction du déficit budgétaire américain : 30 milliards de dollars pour 1988 et 46 milliards pour 1989. Chute du dollar jusqu'à 5,56 F et 1,63 DM.
- XII. 10 — Publication du chiffre du déficit commercial américain qui était de 17,6 milliards de dollars en octobre, contre 14,08 milliards en septembre. Les importations atteignent, avec 39,38 milliards de dollars (+ 15 %), presque le double des exportations (21,75 milliards de dollars).
- 21-22 — Le Congrès américain adopte une loi de finances qui permet de réduire le déficit budgétaire américain de 30,2 milliards de dollars pour l'année 1987-1988.
- 29 — Le Trésor des Etats-Unis propose une solution partielle de l'endettement des pays en voie de développement. Le Mexique pourrait souscrire des bons du Trésor remboursables au bout de vingt ans, puis proposer aux banques l'échange d'une partie de leurs créances contre des obligations gagées sur ces bons.
- 30 — Les cours des actions à la Bourse de New York sont inférieurs de 30 % au maximum de l'année et sont au même niveau qu'à la fin décembre 1986.
- 31 — Malgré l'intervention des banques centrales, le dollar poursuit sa chute : il ne vaut plus que 5,36 F, 1,58 mark et 122 yen.

### Japon

- I. 1 — Pendant l'année 1986 :
- les prix de détail ont en glissement baissé de 0,3 % et en moyenne se sont élevés de 0,6 % par rapport à 1985 ;
  - la production industrielle s'est en glissement élevée de 1 % et en moyenne a baissé de 0,3 % par rapport à 1985 ;
  - l'excédent commercial a été de 13 846 milliards de yen et celui de la balance des paiements courants de 13 872 milliards de yen.
- A la fin de 1986 le nombre des chômeurs était de 1 720 000, soit 2,9 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1987 la baisse des prix de détail a été de 0,6 %.
- V. 29 — Le gouvernement arrête un plan de 6 milliards de yen destiné à relancer la consommation intérieure et réduire l'excédent commercial du Japon en augmentant ses importations.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 1,2 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1987 la baisse des prix de détail a été de 0,1 %.

### Royaume-Uni

- I. 1 — Pendant l'année 1986 :
  - la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,7 % et en moyenne de 3,4 % par rapport à 1985 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 3,5 % et en moyenne de 2 % par rapport à 1985 ;
  - le déficit commercial a été de 8,463 milliards de livres et celui de la balance des paiements courants de 0,980 milliard de livres.
- A la fin de 1986 le nombre des chômeurs était de 3 119 000, soit 11,2 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 1 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 1,4 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1987 la hausse des prix de détail a été de 0,5 %.
- 28 — Lors de la privatisation de British Petroleum les souscripteurs n'ont acheté que 70,7 millions d'actions, sur les 2,1 milliards proposés.
- XII. 30 — Les cours des actions à la Bourse de Londres sont inférieurs de 28 % au maximum de l'année mais supérieurs de 8 % à leur niveau de la fin de décembre 1986.

## France

### Politique

- I. 5 — François Mitterrand souligne « l'absolue priorité qui doit être reconnue à la lutte contre l'inflation », mais estime que « s'il y a sacrifice, il doit être justement réparti ».
- 23 — Le Conseil constitutionnel annule, pour des raisons de procédure parlementaire, l'amendement gouvernemental sur l'aménagement du temps de travail voté par le parlement le 20 décembre après le refus de François Mitterrand de signer l'ordonnance sur cet aménagement.
- 11 — Le Conseil des ministres nomme Marceau Long vice-président du Conseil d'Etat pour succéder à Pierre Nicolay atteint par la limite d'âge. Le 25 Jacques Friedmann remplacera Marceau Long à la présidence d'Air France.
- A l'émission « L'heure de vérité » Valéry Giscard d'Estaing annonce qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle de 1988. Il recommande la réduction de la durée du mandat présidentiel.
- 18 — Le Conseil des ministres approuve le projet de loi sur le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie. François Mitterrand ayant exprimé son désaccord avec la politique du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, Bernard Pons l'accuse de « favoriser l'extrémisme ».
- 21 — Arrestation à Vitry-aux-Loges (Loiret) des quatre principaux responsables d'Action directe.
- 23 — La CNCL attribue la 5<sup>e</sup> chaîne de télévision à Robert Hersant et Silvio Berlusconi, la 6<sup>e</sup>, qui devient M6, à la société Métropole TV (Compagnie luxembourgeoise de télévision et Lyonnaise des eaux).
- 24 — Michèle Barzach présente son programme de lutte contre le SIDA. La vente libre des seringues en pharmacie est autorisée durant un an.
- 28 — La Cour d'assise de Paris condamne à la réclusion criminelle à perpétuité, Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL).
- III. 4 — François Mitterrand affirme que les propositions soviétiques sur le retrait des euromissiles sont « conformes à l'intérêt de la France et de la paix » et déclare nécessaire « l'unité de vues » des Européens sur ce sujet. Jacques Chirac approuve cette déclaration.

- IV. 7 — A l'Assemblée nationale Jacques Chirac, dans une déclaration de politique générale, développe son programme et lance un appel à la solidarité de la majorité. Il obtient la confiance des députés par 294 voix (159 RPR, 130 UDF, 1 FN, 4 non-inscrits) contre 282 (211 PS, 35 PC, 32 FN, 4 non-inscrits).
- Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.
- 26 — Jean-Marie Le Pen annonce officiellement sa candidature à l'élection présidentielle de 1988.
- V. 11 — Le procès de Klaus Barbie, ancien officier SS jugé pour des crimes contre l'humanité commis entre 1942 et 1944 à Lyon s'ouvre devant la Cour d'assises du Rhône.
- 20 — Le comité central du PCF approuve la désignation d'André Lajoinie comme candidat du parti à l'élection présidentielle.
- 23 — Promulgation de la loi de programmation relative à l'équipement militaire pour les années 1987-1991.
- 25-27 — François Mitterrand, en visite d'Etat au Canada, évoque à Québec dans un discours à l'Assemblée nationale la « responsabilité historique » assumée en commun par les « deux Etats ».
- 28 — Déjeuner entre Jacques Chirac et Raymond Barre à l'Hôtel de ville de Paris au cours duquel est envisagée la conclusion entre les présidentiables de la majorité d'un code de bonne conduite, préconisé par plusieurs dirigeants du RPR et de l'UDF.
- VI. 15 — Manifestation, très peu suivie, des fonctionnaires, à l'appel des organisations syndicales, contre l'adoption par l'Assemblée nationale de l'amendement Lamassoure, revenant aux règles antérieures à 1982 pour les retenues de salaires des fonctionnaires en cas de grève.
- 22 — Jacques Chirac installe la commission de la nationalité, composée de seize personnalités, présidée par Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat. Cette commission doit étudier une éventuelle réforme du code de la nationalité.
- VII. 4 — La cour d'assises du Rhône condamne Klaus Barbie à la réclusion criminelle à perpétuité pour des crimes contre l'humanité commis à Lyon en 1943 et 1944.
- 15 — Le Conseil des ministres décide la dissolution du groupe indépendantiste basque Iparretarrak.
- 17 — Paris annonce la rupture des relations diplomatiques avec Téhéran, à la suite du refus d'un membre de l'Ambassade iranienne de se rendre à la convocation d'un juge d'instruction et du blocus de l'Ambassade de France à Téhéran.
- 24 — Promulgation de la loi sur le mécénat.
- 28 — Le Conseil constitutionnel déclare non conforme à la Constitution l'extension à tous les agents des services publics de

- la retenue minimale d'un « trentième indivisible » du salaire en cas de grève courte. La loi ne s'appliquera qu'aux fonctionnaires de l'Etat.
- 29 — Le porte-avions français « Clémenceau » appareille pour la mer d'Oman. Jacques Chirac précise que son rôle est de « protéger les intérêts français sans quelconque attention d'agression, la France exigeant d'être respectée ».
- VIII. 6 — Le gouvernement français demande aux compagnies pétrolières opérant en France d'arrêter leurs importations de pétrole iranien, la situation entre les deux ambassades de France et d'Iran restant au point mort : une dizaine de Français retenus à l'Ambassade de France en Iran et une quarantaine d'Iraniens à l'Ambassade d'Iran en France.
- 19 — Harlem Désir, président du mouvement SOS-Racisme, invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, recueille le niveau record d'opinions favorables à ses prises de positions modérées sur l'antiracisme.
- 26 — La CNCL rend publique la liste définitive des 45 radios privées autorisées à émettre à Paris sur la bande FM.
- 29 — Jean-Pierre Chevènement annonce son intention d'être candidat à l'élection présidentielle si François Mitterrand ne se présente pas.
- Jacques Chirac se rend en visite officielle à Ottawa, puis au Québec, où il participe, le 2 septembre, à la première journée du Sommet francophone.
- IX. 13 — Référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie où, malgré le boycottage des indépendantistes, 59,10 % des électeurs participent au scrutin et votent à 98,30 % pour le maintien du territoire dans la République.
- Jean-Marie Le Pen, invité au « *Grand jury RTL-Le Monde* », déclare que l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis est « un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale ». Cette déclaration suscite une indignation générale.
- 21 — François Mitterrand affirme dans une interview au journal *Le Point* : « La CNCL n'a rien fait jusqu'ici qui puisse inspirer le respect. ». La CNCL déclare qu'elle estime avoir agi « en parfaite indépendance », mais deux de ses membres, nommés par François Mitterrand, l'accusent d'avoir pris des « décisions non pluralistes ».
- 23 — François Léotard annonce à l'émission « L'heure de vérité » qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle de 1988 et que le PR soutiendra le candidat « le plus libéral ».
- X. 8 — L'Assemblée nationale vote la proposition de résolution de mise en accusation de Christian Nucci devant la Haute-cour de justice, par 340 voix (RPR, UDF, FN, PC) contre 211 (PS).
- 9 — Jacques Chirac annonce le tracé du TGV-Nord, qui passera par Roissy, et conduira à Lille, Londres et Bruxelles.

- 12 — Pierre Juquin, chef de file des rénovateurs communistes, qui avait démissionné du Comité central le 24 juin, annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 1988. Le PC l'exclut du parti le 14, ce qui est suivi d'autres exclusions de rénovateurs.
- 14 — Jean-Marie Lehn, professeur au Collège de France, obtient le prix Nobel de chimie avec les Américains Pedersen et Cram pour leur invention des molécules creuses.
- XI. 4 — Publication dans la presse du rapport du contrôleur général Barba sur les ventes illicites d'armes à l'Iran faites entre 1983 et 1985, mettant en cause le PS, accusé d'avoir touché des commissions sur ces ventes. La majorité met en cause le PS ainsi que « les plus hautes autorités de l'Etat » exerçant pendant cette période. Le 16, François Mitterrand intervient sur RTL et déclare son ignorance sur cette affaire, mais avoir donné l'ordre d'interdire toute exportation d'armes vers l'Iran. Il propose au gouvernement de présenter un projet de loi sur le financement des partis et des campagnes électorales. Le 19, Jacques Chirac se déclare « prêt à tout » pour faciliter un accord. Le 26, une première réunion réunissant les chefs des cinq grands partis (RPR, UDF, FN, PS, PC) à Matignon, fait apparaître des possibilités.
- 12 — Jacques Delors déclare sur TF1 qu'il n'exclut pas de devenir le Premier ministre de Raymond Barre si celui-ci est élu président de la République en 1988.
- 12-13 — Cinquantième sommet franco-allemand à Karlsruhe où les deux pays confirment leur volonté d'élargir leur coopération en matière économique et de défense. La construction en commun d'un hélicoptère de combat est décidée.
- 27 — Libération à Beyrouth-Ouest de Jean-Louis Normandin et Roger Auque, deux otages français détenus au Liban depuis mars 1986 et janvier 1987.
- Arrestation à Lyon de Max Frérot, dernier responsable d'Action directe.
- 29 — Wahid Gordji, réfugié à l'Ambassade d'Iran depuis le 3 juillet 1987, quitte l'ambassade iranienne pour être entendu par le juge Boulouque qui ne retient pas d'inculpation contre lui à propos des récents attentats commis à Paris. Le jour même, Wahid Gordji prend l'avion au Bourget à destination de Karachi où il est échangé contre Paul Torri, consul de France à Téhéran. Le contrôle policier autour des ambassades en France et en Iran est levé, le personnel diplomatique rapatrié.
- Au second tour d'une cantonale partielle à Marseille le candidat unique de la majorité l'emporte, malgré la consigne d'abstention donnée par le Front national.
- XII. 1 — Adoption à l'Assemblée nationale par 324 voix (UDF, RPR, FN) contre 35 (PCF) du projet de loi sur les Bourses de valeur, qui propose un cadre juridique modernisé pour la



- place financière de Paris et comporte des dispositions destinées à renforcer la protection des investisseurs et des épargnants.
- 4 — L'Assemblée nationale accorde pour la troisième fois la confiance au gouvernement de Jacques Chirac, avec 295 voix pour et 282 contre.
- 9 — Augmentation du taux des abstentions aux élections prud'homales qui a été de 54,05 % en métropole contre 41,39 % en 1982. La CGT obtient 36,34 % des voix, la CFDT 23,05 %, la CFTC 8,30 %, FO gagne 2,7 points avec 20,49 %, la CGC perd des voix, 7,43 % contre 9,64 % en 1982.
- 12 — Quatorzième sommet franco-africain à Antibes où François Mitterrand réaffirme la volonté française d'aider le continent à sortir du sous-développement sans annuler purement et simplement ses dettes.
- 22 — Yeiwéné Yeiwéné, vice-président du FLNKS en Nouvelle-Calédonie, inculpé de provocation au meurtre est écroué. Il sera remis en liberté le 28.

## Economie

- 1 — Pendant l'année 1986 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,1 % et en moyenne de 2,5 % par rapport à 1985 ;
  - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 1 % et en moyenne de 0,6 % par rapport à 1985 ;
  - l'excédent commercial a été de 0,7 milliard de francs et celui de la balance des paiements courants de 20,3 milliards de francs.
- A la fin de 1986 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2 574 100, soit 10,5 % de la population active.
- 2 — La Banque de France relève son taux d'intervention de 7,25 % à 8 % pour défendre le franc.
- 12 — A l'appel d'élus RPR et UDF des manifestations d'usagers mécontents à cause des perturbations occasionnées par les grèves du secteur public ont lieu, notamment à Paris.
- Fin des grèves à l'EDF et à la RATP.
- 15 — Fin de la grève de la SNCF, commencée le 18 décembre, après quelques concessions faites par la direction le 8.
- 17 — Jacques de Larosière est nommé gouverneur de la Banque de France, en remplacement de Michel Camdessus, qui lui succède, le 15, comme directeur du FMI.
- 31 — Après l'ouverture le 19 de l'offre de vente des actions Paribas, près de trois millions de souscripteurs en ont acheté au prix de 405 F l'action.

- II. 1 — En janvier :
- hausse de 0,9 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 2,4 milliards de francs (cvs) ;
  - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi, qui atteint 2,613 millions en fin de mois (cvs).
- 11 — Les banques renoncent à la tarification des chèques, prévue pour le 1<sup>er</sup> avril.
- 12 — Les particuliers n'obtiennent que quatre titres de Paribas au maximum. L'action Paribas, introduite à la Bourse de Paris, est cotée 480 F, soit une plus-value de 18,5 %.
- 25 — Après l'annonce des mauvais résultats du mois de janvier, Edouard Balladur révisé les prévisions officielles pour 1987 : la hausse des prix prévue est de 2,4 % au lieu de 1,7 % et la croissance de 2 % au lieu de 2,8 %.
- III. 1 — En février :
- hausse des prix de détail de 0,2 % ;
  - déficit du commerce extérieur de 0,4 milliard de francs (cvs) ;
  - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,655 millions en fin de mois (cvs).
- 9 — La Banque de France réduit son taux d'intervention de 8 % à 7,75 %.
- 24 — Jacques Chirac et le PDG de Walt Disney Production signent le contrat qui prévoit la création à Marne-la-Vallée d'Eurodisneyland, le plus grand parc de loisirs européens.
- 25 — Jacques Chirac, à l'émission « L'heure de vérité », assure que « la France pourrait être dans cinq ans la première puissance économique d'Europe » et déclare que la politique de redressement engagée sera poursuivie jusqu'en 1992-1993. Il refuse le terme de relance, mais annonce qu'une partie des fonds des privatisations seront utilisés pour le réseau autoroutier, le TGV, la recherche et les industries de pointe.
- 31 — La Régie Renault annonce un déficit de 5,5 milliards de francs en 1986, au lieu de 10,9 milliards en 1985.
- IV. 1 — En mars :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 3,3 milliards de francs (cvs) ;
  - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,676 millions en fin de mois (cvs).
- 4 — La CNCL choisit le groupe Bouygues, de préférence à Hachette, pour acquérir 50 % du capital de TF1 au prix de 3 milliards de francs. Le passage de TF1 du public au privé aura lieu le 16.

- 5 — Un décret permet la création de programmes d'insertion locale (PIL) pour les chômeurs de longue durée.
- 13 — Jacques Chirac annonce la construction de nouvelles voies autoroutières pour que « la France soit compétitive au moment de l'ouverture de l'Europe ».
- 14 — Six sages sont désignés par le gouvernement pour préparer les « états généraux » de la Sécurité sociale.
- 23 — Le gouvernement préfère le groupe suédois Ericsson à l'américain ATT pour racheter la Compagnie générale de construction téléphonique (CGCT), nationalisée en 1982.
- 23-25 — Jacques Chirac, en visite en Lorraine, annonce une aide de près de 2 milliards de francs pour la réindustrialisation et le développement de la région.
- 28 — Jean Mattéoli est élu président du Conseil économique et social, succédant à Gabriel Ventejol décédé.
- 29 — Le groupe Thomson fusionne avec la firme italienne SGS ses activités de production de composants électroniques.
- V. 1 — En avril :
- hausse de 0,5 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur de 3,6 milliards de francs (cvs), ce qui porte le déficit à 10,1 milliards de francs (cvs) pour les quatre premiers mois de l'année, contre 0,3 milliard un an auparavant ;
  - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,659 millions en fin de mois (cvs).
- 3 — Edouard Balladur, au jury « *RTL-Le Monde* », propose qu'un « plan triennal de réduction du déficit et des impôts » soit voté à l'occasion du budget de 1988, pour lequel il prévoit une baisse de 20 milliards de francs des impôts et de 15 milliards du déficit budgétaire.
- 7 — Fin de la privatisation du CCF, où les 15,8 millions d'actions de l'offre publique de vente ont été acquises au prix de 107 F par 1,65 million de souscripteurs.
- 15 — L'INSEE publie ses prévisions pour 1987 : la hausse des prix serait de 3,5 % au lieu de 2,1 % en 1986, la production industrielle baisserait, le commerce extérieur redeviendrait déficitaire d'une vingtaine de milliards de francs et le nombre des demandeurs d'emploi dépasserait 2,8 millions, ce qui suscite une chute des cours de 4 % à la Bourse de Paris.
- Dans un article paru dans *Le Monde* Alain Juppé, ministre délégué chargé du Budget, propose, pour combler le déficit de la Sécurité sociale, une taxe générale, mais à taux faible, qui frapperait tous les revenus.
- La joaillerie Chaumet, fondée en 1780, est placée sous administration provisoire après la découverte d'un déficit d'au moins 1,5 milliard de francs. Les frères Chaumet seront inculpés et écroués le 13 juin.

- 20 — Intervenant au « Forum de l'expansion » Raymond Barre se déclare favorable à une aide fiscale à l'investissement et propose une révision de la politique d'amortissement. Il souligne que « la reconstitution des fonds propres des entreprises est la seule façon de leur permettre de faire face aux taux d'intérêt élevés et insiste sur la nécessité de réduire le déficit budgétaire avant d'abaisser les impôts. ».
- La Bourse de Paris enregistre une séance de forte baisse (– 3 %).
- Jacques Chirac engage la responsabilité du gouvernement sur l'adoption en première lecture par l'Assemblée nationale du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. La motion de censure déposée par les députés socialistes ne recueille, le 26, que 250 des 289 voix nécessaires.
- 21 — Publication du rapport de Maurice Blin, rapporteur de la Commission des finances du Sénat, sur l'état de l'économie française, qui constate que la France vit au-dessus de ses moyens, économiquement et socialement et doute ainsi des chances d'une prochaine reprise de l'économie française.
- 23 — Succès de la privatisation de la CGE : les 28,6 millions d'actions proposées au public au prix unitaire de 290 F ont été achetées par 2,24 millions de souscripteurs.
- 25 — Ouverture de l'offre publique de vente de l'agence Havas, estimée à 5,8 milliards de francs. Edouard Balladur fixe le prix de l'action à 500 francs.
- Edouard Balladur annonce le relèvement du plafond du livret A de la Caisse d'épargne de 72 000 F à 80 000 F.
- 29 — Le gouvernement présente un ensemble de mesures pour combler le déficit de la Sécurité sociale qui serait de 15 milliards en 1987 et de 40 milliards en 1988 : hausse des cotisations d'assurance-maladie et d'assurance-vieillesse des salariés, imposition d'une taxe de 1 % sur les revenus du capital. Le prix des tabacs est relevé de 2 %. L'ensemble de ces mesures, qui s'étaleront sur le second semestre de 1987 et le premier de 1988, devraient apporter 21,3 milliards de recettes nouvelles au régime général de la Sécurité sociale.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - aggravation du déficit du commerce extérieur, qui atteint 5,6 milliards de francs (cvs) ;
  - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,661 millions en fin de mois (cvs).
- 11 — François Dalle remet à Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales, son rapport « pour développer l'emploi » dans lequel il insiste sur la nécessité de réduire à tout prix le coût du travail.
- 18 — Promulgation de la loi sur l'épargne-retraite.

- 20 — Promulgation de la loi relative à la durée et à l'aménagement du temps de travail.
- 27 — La privatisation de la Société générale est un succès. Depuis le 15 près de 2,3 millions de Français ont acquis, au prix de 407 F l'une, les 20,9 millions d'actions proposées au public.
- 29 — La Banque de France réduit d'un quart de point ses taux directeurs sur le marché monétaire, son taux plancher étant ainsi ramené de 7,75 % à 7,50 %.
- Lors de la réunion du Conseil national du crédit Edouard Balladur annonce un relèvement modéré du taux des réserves obligatoires pour les banques et une révision en baisse des appels de l'Etat au marché obligataire.
- VII. 1 — En juin :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - déficit du commerce extérieur ramené à 3,9 milliards de francs (cvs) ;
  - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi, qui atteint 2,645 millions en fin de mois (cvs).
- 2 — Le groupe Hachette prend le contrôle d'un groupe de presse publiant quatre quotidiens dans le Sud-Est.
- Publication de la note de conjoncture de l'INSEE pour 1987 : la croissance ne serait plus que de 1,3 % et le déficit commercial atteindrait 25 milliards de francs. Edouard Balladur se déclare toutefois confiant dans l'avenir en raison des mesures de libéralisation de l'économie.
- 10 — Fin de l'offre de vente de TF1, dont 415 741 petits porteurs sont devenus actionnaires.
- 12 — Promulgation de la loi modifiant le code du travail et relative à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée.
- 22 — Thomson conclut avec le groupe américain General Electric un accord qui prévoit le rachat par Thomson de la division électronique de General Electric. En échange Thomson lui cède la Compagnie générale de radiologie (CGR), spécialisée dans l'électronique médicale.
- 27 — James Goldsmith vend à la Compagnie générale d'électricité l'essentiel de ses parts dans la Générale occidentale.
- VIII. 1 — En juillet :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - le déficit du commerce extérieur, en baisse, est de 3,1 milliards de francs (cvs) ;
  - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,638 millions en fin de mois (cvs).
- 28 — La Cogéma, Framatome et Pechiney concluent avec la société Badcock & Wilcox, numéro deux américain du sec-

- teur nucléaire, un accord qui leur permet d'accéder au marché des Etats-Unis.
- 30 — Edouard Balladur, sur *Europe 1*, dresse un bilan satisfaisant de la conjoncture économique, mais indique que « la croissance sera inférieure à 2 % et la hausse des prix supérieure à 3 % ». Il annonce son intention de privatiser une des trois compagnies d'assurances.
- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - réduction du déficit du commerce extérieur à 1,1 milliard de francs (cvs) ;
  - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,649 millions en fin de mois (cvs).
- 3 — Le gouvernement annonce la baisse de la TVA sur les automobiles, réduite de 33,3 % à 28 %, à compter du 17 septembre pour les opérations d'achat et du 1<sup>er</sup> janvier 1988 pour les locations.
- 10 — François Périgot, président du CNPF, dans un entretien au journal *Le Monde* lance un appel en faveur de négociations par branche sur l'aménagement du temps de travail.
- Antoine Riboud, PDG de BSN, et les frères Agnelli, qui contrôlent notamment les automobiles Fiat, annoncent un échange de participations.
- 16 — Adoption en Conseil des ministres du projet de budget pour 1988, qui prévoit 31,8 milliards de francs de réductions d'impôts : 10,3 milliards pour les particuliers, 6,9 milliards de baisse de TVA et 14,5 milliards pour les entreprises.
- 24 — Edouard Balladur annonce l'accélération du processus de privatisations, et réplique aux critiques du Parti socialiste et de proches de Raymond Barre sur la composition des « noyaux durs », jugés proches du RPR.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
  - aggravation du déficit du commerce extérieur, qui atteint 2,4 milliards de francs (cvs) ;
  - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,594 millions en fin de mois (cvs).
- 6 — Serge Dassault, PDG du groupe aéronautique Dassault, annonce des suppressions d'emploi, les contrats à l'exportation de la société Dassault diminuant.
- 17 — Succès pour la privatisation de Suez, commencée le 5, malgré la baisse de la Bourse : 18,3 millions d'actions au prix de 317 F l'unité ont été vendues.
- 19 — Chute de la Bourse à Paris et sur les places financières internationales : l'indice CAC se replie de 9 %.

- 21 — Edouard Balladur reporte la privatisation de Matra prévue pour le 26, en raison de la crise de la Bourse, mais annonce qu'il « n'y a pas de pause politique ». Le montant des emprunts de l'Etat sera limité à 90 milliards de francs, au lieu des 100 à 120 milliards prévus.
- Demandé par le PS, un débat sur les privatisations a lieu à l'Assemblée nationale. Edouard Balladur déclare que le programme des prochaines privatisées se fera eu égard à l'évolution du marché boursier.
- 28 — La transformation de la société Renault en société anonyme est approuvée en Conseil des ministres.
- XI. 1 — En octobre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail ;
  - le déficit du commerce extérieur est de 4,9 milliards de francs (cvs) ;
- 5 — Relève du taux directeur de la Banque de France de 7,50 % à 8,25 %.
- 9 — Première cotation de l'action Suez à 261 F, soit 17,6 % au-dessous du prix de l'offre publique de vente.
- 10 — Le gouvernement accorde aux fonctionnaires un rattrapage salarial : les traitements et pensions sont majorés de 1 % à compter du 1<sup>er</sup> mai, au lieu d'une hausse de 0,6 % prévue pour le 1<sup>er</sup> novembre.
- 12 — Edouard Balladur annonce le report à 1988 de la privatisation de l'UAP, compte tenu des incertitudes sur l'évolution du marché boursier.
- XII. 1 — En novembre :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
  - le déficit du commerce extérieur est de 0,7 milliard de francs (cvs) ;
  - baisse de 1 % du nombre des demandeurs d'emploi à 2 546 400 millions (cvs).
- XII. 3 — Baisse de 8 % à 7,75 % du taux directeur de la Banque de France, concertée avec la Bundesbank.
- 8 — Grève des salariés de la Banque de France. Malgré la rupture des négociations entre la direction et les syndicats à propos de l'augmentation des salaires, la grève sera suspendue le 21.
- 12 — René Monory, ministre de l'Education nationale, rend public un plan « pour l'avenir de l'éducation nationale » évalué à 25 milliards de francs sur une période de sept ans : recrutement d'ici l'an 2000 de 300 000 enseignants supplémentaires dans l'enseignement public et revalorisation d'au-moins 10 % des traitements en début de carrière.
- 30 — Les cours des actions à la Bourse de Paris sont inférieurs de 40 % au maximum de l'année et de 28 % à leur niveau de la fin décembre 1986.

- Signature à Paris de l'accord sur l'assurance-chômage entre le CNPF et quatre syndicats CFDT, FO, CFTC et CGC. Une augmentation des cotisations de 0,32 %, partagée à égalité entre salariés et les employeurs est décidée. Le gouvernement s'engage à soutenir financièrement les efforts des partenaires sociaux. L'UNEDIC devra collaborer avec l'ANPE.
- 31 — Le Conseil constitutionnel déclare contraire à la Constitution un article du budget 1988 qui rendait toute divulgation du revenu des personnes physiques passible d'une amende fiscale égale au montant des revenus divulgués.

## Sciences et technique

- III. 31 — Un accord franco-américain conclu entre les deux équipes qui ont découvert le virus du SIDA : la valeur des deux brevets est reconnue et la répartition des bénéfices commerciaux est fixée.
- IX. 15 — Le dix-neuvième tir de la fusée européenne Ariane est un succès, après une interruption depuis mai 1986.
- XI. 10 — Les treize pays membres de l'Agence spatiale européenne (ESA), hormis la Grande-Bretagne, s'engagent à participer financièrement aux trois programmes à long terme concernant le lanceur lourd Ariane-5, l'avion spatial Hermès et les modules habitables du projet Columbus.
- XII. 29 — L'astronaute soviétique Youri Romanenko regagne la terre après avoir séjourné onze mois dans l'espace.